

# ASSEMBLÉE NATIONALE

**JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2005-2006**

**Articles, amendements et annexes**

**Séances du vendredi 22 septembre 2006**



**JOURNAUX  
OFFICIELS**

# SOMMAIRE

---

## **27<sup>e</sup> séance**

Énergie ..... 3

## **28<sup>e</sup> séance**

Énergie ..... 7

## 27<sup>e</sup> séance

# Articles, amendements et annexes

### ÉNERGIE

Projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n<sup>os</sup> 3201, 3278).

#### TITRE II

#### DISPOSITIONS RELATIVES À LA DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

#### Article 6

- ① La loi n<sup>o</sup> 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières est modifiée ainsi qu'il suit :
- ② I. – L'article 13 est remplacé par les dispositions suivantes :
- ③ « *Art. 13.* – La gestion d'un réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel desservant plus de 100 000 clients sur le territoire métropolitain est assurée par des personnes morales distinctes de celles qui exercent des activités de production ou de fourniture d'électricité ou de gaz naturel.
- ④ « Sans préjudice des dispositions du sixième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales et de l'article 23-1 de la loi n<sup>o</sup> 2000-108 du 10 février 2000, un gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel est notamment chargé de définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution, d'assurer la conception, la construction des ouvrages et la maîtrise d'œuvre des travaux, de conclure et gérer les contrats de concession, d'assurer dans des conditions objectives et non discriminatoires l'accès aux réseaux de distribution, de réaliser l'exploitation et la maintenance desdits réseaux, de procéder aux comptages nécessaires à l'exercice de ses missions. Des décrets en Conseil d'État précisent, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. »
- ⑤ II. – L'article 14 est remplacé par les dispositions suivantes :
- ⑥ « *Art. 14.* – I. – La séparation juridique prévue à l'article 13 entraîne le transfert à une entreprise juridiquement distincte :
- ⑦ « – soit des biens propres, autorisations, droits et obligations relatifs à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel, notam-

ment les contrats de travail et les contrats de concession mentionnés aux I et III de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales ;

- ⑧ « – soit des biens de toute nature non liés à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel, avec les autorisations, droits et obligations qui y sont attachés.
- ⑨ « Le transfert n'emporte aucune modification des autorisations et contrats en cours, quelle que soit leur qualification juridique, et n'est de nature à justifier ni la résiliation, ni la modification de l'une quelconque de leurs clauses ni, le cas échéant, le remboursement anticipé des dettes qui en résultent.
- ⑩ « Dans ce cadre, les protocoles conclus en application de la loi n<sup>o</sup> 2000-108 du 10 février 2000 et de la loi n<sup>o</sup> 2003-8 du 3 janvier 2003 entre les services gestionnaires du réseau public de distribution d'électricité et du réseau public de distribution de gaz naturel et les autres services d'Electricité de France et de Gaz de France acquièrent valeur contractuelle entre chacune de ces deux sociétés et les sociétés qu'elles créent en application de l'article 13 pour exercer leurs activités de gestion de réseaux de distribution d'électricité ou de gaz naturel. Il en est de même des protocoles conclus entre le service commun créé en application de l'article 5 de la loi n<sup>o</sup> 46-628 du 8 avril 1946 et les autres services d'Electricité de France et de Gaz de France.
- ⑪ « II. – Les transferts mentionnés au présent article ne donnent pas lieu à la perception de droits, impôts ou taxes de quelque nature que ce soit, et notamment des droits de publicité foncière et des salaires des conservateurs des hypothèques. Ces transferts ne sont pas soumis au droit de préemption de l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme. La formalité de publicité foncière des transferts de biens réalisés en application du présent article peut être reportée à la première cession ultérieure des biens considérés. »
- ⑫ III. – L'article 15 est modifié ainsi qu'il suit :
- ⑬ a) Dans la première phrase du septième alinéa, les mots : « ou ceux de la société à laquelle appartient le service gestionnaire de réseau », et les mots : « ou des prérogatives des dirigeants de l'entreprise intégrée » sont supprimés ;
- ⑭ b) Dans la deuxième phrase du septième alinéa, les mots : « les actionnaires ou les dirigeants de l'entreprise doivent, selon le cas, pouvoir notamment » sont remplacés par les mots : « le conseil d'administration ou de surveillance est composé pour sa majorité de membres

élus par l'assemblée générale. Le conseil d'administration ou de surveillance, statuant à la majorité de ses membres élus par l'assemblée générale » ;

- ⑰ *c)* Dans le huitième alinéa, le mot : « exercer » est remplacé par le mot : « exerce », et après le mot : « budget », sont insérés les mots suivants : « ainsi que sur la politique de financement et d'investissement » ;
- ⑱ *d)* Dans le neuvième alinéa, les mots : « être consultés » sont remplacés par les mots : « est consulté » et les mots : « sur les réseaux, » sont supprimés ;
- ⑳ *e)* Au début du dixième alinéa, le mot : « peut » est inséré, et dans le même alinéa, après les mots : « les statuts, aux » sont insérés les mots : « achats et » ;
- ㉑ *f)* Le dernier alinéa est supprimé.
- ⑲ IV. – Après l'article 15, il est inséré un article 15-1 ainsi rédigé :
- ㉒ « *Art. 15-1.* – Les sociétés gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité ou de gaz naturel issues de la séparation juridique imposée à Électricité de France et à Gaz de France par l'article 13 sont régies, sauf disposition législative contraire, par les lois applicables aux sociétés anonymes.
- ㉓ « Les sociétés mentionnées à l'alinéa précédent, dès lors que la majorité du capital de leur société mère est détenue directement ou indirectement par l'État, sont soumises à la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public sans attendre l'expiration du délai mentionné au 4 de l'article 1<sup>er</sup> de ladite loi. Pour l'application de l'article 6 de cette loi, le conseil d'administration ou de surveillance ne peut comporter plus de deux représentants de l'État, nommés par décret. »

**Amendements n° 94186** présenté par M. Daniel Paul, **n° 94187** présenté par M. Asensi, **n° 94188** présenté par M. Biessy, **n° 94189** présenté par M. Bocquet, **n° 94190** présenté par M. Braouezec, **n° 94191** présenté par M. Brard, **n° 94192** présenté par M. Brunhes, **n° 94193** présenté par Mme Buffet, **n° 94194** présenté par M. Chassaigne, **n° 94195** présenté par M. Desallangre, **n° 94196** présenté par M. Dutoit, **n° 94197** présenté par Mme Fraysse, **n° 94198** présenté par M. Gerin, **n° 94199** présenté par M. Goldberg, **n° 94200** présenté par M. Gremetz, **n° 94201** présenté par M. Hage, **n° 94202** présenté par Mme Jacquaint, **n° 94203** présenté par Mme Jambu, **n° 94204** présenté par M. Lefort, **n° 94205** présenté par M. Liberti, **n° 94206** présenté par M. Sandrier et **n° 94207** présenté par M. Vaxès.

Compléter la dernière phrase de l'alinéa 21 de cet article par les mots : « , sur proposition du Parlement réuni en Congrès ».

Les amendements des séries suivantes, respectivement présentées par les mêmes auteurs, visent à remplacer les mots « , sur proposition du Parlement réuni en Congrès » par :

– « , sur proposition de l'Assemblée nationale » (n°s **94208 à 94229**),

– « , sur proposition de l'Assemblée nationale statuant à la majorité des deux-tiers » (n°s **94230 à 94251**),

– « , sur proposition du Président de la République » (n°s **94252 à 94273**).

#### *Amendements identiques :*

**Amendements n° 93372** présenté par M. Daniel Paul, **n° 93373** présenté par M. Asensi, **n° 93374** présenté par M. Biessy, **n° 93375** présenté par M. Bocquet, **n° 93376** présenté par M. Braouezec, **n° 93377** présenté par M. Brard, **n° 93378** présenté par M. Brunhes, **n° 93379** présenté par Mme Buffet, **n° 93380** présenté par M. Chassaigne, **n° 93381** présenté par M. Desallangre, **n° 93382** présenté par M. Dutoit, **n° 93383** présenté par Mme Fraysse, **n° 93384** présenté par M. Gerin, **n° 93385** présenté par M. Goldberg, **n° 93386** présenté par M. Gremetz, **n° 93387** présenté par M. Hage, **n° 93388** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93389** présenté par Mme Jambu, **n° 93390** présenté par M. Lefort, **n° 93391** présenté par M. Liberti, **n° 93392** présenté par M. Sandrier et **n° 93393** présenté par M. Vaxès.

Compléter l'alinéa 21 de cet article par la phrase suivante :

« Dans les cas où les sociétés ne sont pas soumises à la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du service public, le conseil d'administration ou de surveillance comporte trois représentants de l'État, nommés par décret, et trois représentants des salariés, élus selon les modalités et bénéficiant du statut définis par cette même loi. »

**Amendements n° 94274** présenté par M. Daniel Paul **n° 94275** présenté par M. Asensi, **n° 94276** présenté par M. Biessy, **n° 94277** présenté par M. Bocquet, **n° 94278** présenté par M. Braouezec, **n° 94279** présenté par M. Brard, **n° 94280** présenté par M. Brunhes, **n° 94281** présenté par Mme Buffet, **n° 94282** présenté par M. Chassaigne, **n° 94283** présenté par M. Desallangre, **n° 94284** présenté par M. Dutoit, **n° 94285** présenté par Mme Fraysse, **n° 94286** présenté par M. Gerin, **n° 94287** présenté par M. Goldberg, **n° 94288** présenté par M. Gremetz, **n° 94289** présenté par M. Hage, **n° 94290** présenté par Mme Jacquaint, **n° 94291** présenté par Mme Jambu, **n° 94292** présenté par M. Lefort, **n° 94293** présenté par M. Liberti, **n° 94294** présenté par M. Sandrier et **n° 94295** présenté par M. Vaxès.

Compléter l'alinéa 21 de cet article par la phrase suivante :

« Les représentants de l'État ainsi désignés ne doivent pas détenir ou avoir détenu d'intérêt dans le secteur énergétique. »

Les amendements des séries suivantes, respectivement présentées par les mêmes auteurs, visent à remplacer les mots « détenir ou avoir détenu d'intérêt dans le secteur énergétique » par :

– « détenir ou avoir détenu d'intérêt dans le secteur électrique ou gazier » (n°s **94296 à 94317**),

– « détenir ou avoir détenu d'action d'une entreprise œuvrant dans le secteur énergétique » (n°s **94318 à 94339**),

– « détenir ou avoir détenu d'action d'une entreprise œuvrant dans le secteur électrique ou gazier » (n°s **94340 à 94361**),

– avoir exercé une fonction de direction dans une entreprise du secteur énergétique » (n°s **94362 à 94383**),

– « avoir exercé une fonction de direction dans une entreprise électrique ou gazière » (n°s **94384 à 94405**).

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 137451** présenté par M. Gaubert, **n° 137452** présenté par M. Bataille, **n° 137453** présenté par M. Brottes, **n° 137454** présenté par M. Ducout, **n° 137455** présenté par M. Le Déaut, **n° 137456** présenté par M. Habib, **n° 137457** présenté par M. Migaud, **n° 137458** présenté par M. Bonrepaux, **n° 137459** présenté par M. Aubron, **n° 137460** présenté par M. Balligand, **n° 137461** présenté par M. Bascou, **n° 137462** présenté par M. Besson, **n° 137463** présenté par M. Bono, **n° 137464** présenté par M. Cohen, **n° 137465** présenté par Mme Darciaux, **n° 137466** présenté par M. Dehoux, **n° 137467** présenté par M. Dosé, **n° 137468** présenté par M. Dumas, **n° 137469** présenté par M. Dumont, **n° 137470** présenté par M. Emmanuelli, **n° 137471** présenté par Mme Gaillard, **n° 137472** présenté par Mme Génisson, **n° 137473** présenté par M. Gorce, **n° 137474** présenté par M. Gouriou, **n° 137475** présenté par M. Jung, **n° 137476** présenté par M. Lambert, **n° 137477** présenté par M. Launay, **n° 137478** présenté par Mme Lebranchu, **n° 137479** présenté par M. Nayrou, **n° 137480** présenté par Mme Saugues, **n° 137481** présenté par M. Tourtelier, **n° 137482** présenté par M. Vergnier.

Compléter l'alinéa 21 de cet article par la phrase suivante :

« Il comprend également au moins deux représentants des collectivités territoriales, nommés par décret. »

**Amendement n° 137553** présenté par MM. Herth, Saddier, Bur, Christ, Blessig, Meyer, Schneider et Poignant :

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« V. – L'article 23 *bis* de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La condition de transfert de l'ensemble des contrats de fourniture d'électricité ou de gaz des clients qui ont exercé leur droit à l'éligibilité, posée dans l'alinéa précédent, n'est pas applicable aux distributeurs non nationalisés desservant plus de 100 000 clients sur le territoire métropolitain lors de la création d'une société commerciale ou de l'entrée dans le capital d'une société commerciale existante. »

**Après l'article 6**

**Amendement n° 137561** présenté par MM. de Courson et Dionis du Séjour.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

« L'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001 n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 est supprimé. »

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 232** présenté par M. Brottes, **n° 233** présenté par M. Bataille, **n° 234** présenté par M. Gaubert, **n° 235** présenté par M. Ducout, **n° 236** présenté par M. Le Déaut, **n° 237** présenté par M. Habib, **n° 238** présenté par M. Migaud, **n° 239** présenté par M. Bonrepaux, **n° 240** présenté par M. Aubron, **n° 241** présenté par M. Balligand, **n° 242** présenté par M. Bascou, **n° 243** présenté par M. Besson, **n° 244** présenté par M. Bono, **n° 245** présenté par M. Cohen, **n° 246** présenté par Mme Darciaux, **n° 247** présenté par M. Dehoux, **n° 248** présenté par M. Dosé, **n° 249** présenté par M. Dumas, **n° 250** présenté par M. Dumont, **n° 251** présenté par M. Emmanuelli, **n° 252** présenté par Mme Gaillard, **n° 254** présenté par

Mme Génisson, **n° 255** présenté par M. Gorce, **n° 256** présenté par M. Gouriou, **n° 257** présenté par M. Jung, **n° 258** présenté par M. Lambert, **n° 259** présenté par M. Launay, **n° 260** présenté par Mme Lebranchu, **n° 261** présenté par M. Nayrou, **n° 262** présenté par Mme Saugues, **n° 263** présenté par M. Tourtelier et **n° 264** présenté par M. Vergnier.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

« La séparation juridique des activités de production ou de fourniture d'électricité ou de gaz naturel de celle de gestion d'un réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel n'a aucune incidence sur le monopole de la distribution publique d'électricité et de gaz définie par la loi du 8 avril 1946. »

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 6447** présenté par M. Brottes, **n° 6448** présenté par M. Bataille, **n° 644** présenté par M. Gaubert, **n° 6450** présenté par M. Ducout, **n° 6451** présenté par M. Le Déaut, **n° 6452** présenté par M. Habib, **n° 6453** présenté par M. Migaud, **n° 6454** présenté par M. Bonrepaux, **n° 6455** présenté par M. Aubron, **n° 6456** présenté par M. Balligand, **n° 6457** présenté par M. Bascou, **n° 6458** présenté par M. Besson, **n° 6459** présenté par M. Bono, **n° 6460** présenté par M. Cohen, **n° 6461** présenté par Mme Darciaux, **n° 6462** présenté par M. Dehoux, **n° 6463** présenté par M. Dosé, **n° 6464** présenté par M. Dumas, **n° 6465** présenté par M. Dumont, **n° 6466** présenté par M. Emmanuelli, **n° 6467** présenté par Mme Gaillard, **n° 6469** présenté par Mme Génisson, **n° 6470** présenté par M. Gorce, **n° 6471** présenté par M. Gouriou, **n° 6472** présenté par M. Jung, **n° 6473** présenté par M. Lambert, **n° 6474** présenté par M. Launay, **n° 6475** présenté par Mme Lebranchu, **n° 6476** présenté par M. Nayrou, **n° 6477** présenté par Mme Saugues, **n° 6478** présenté par M. Tourtelier et **n° 6479** présenté par M. Vergnier.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

« La gestion d'un réseau de distribution d'électricité doit être assurée par des entreprises ou des organismes à capitaux totalement publics. »

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 6480** présenté par M. Bataille, **n° 6481** présenté par M. Brottes, **n° 6482** présenté par M. Gaubert, **n° 6483** présenté par M. Ducout, **n° 6484** présenté par M. Le Déaut, **n° 6485** présenté par M. Habib, **n° 6486** présenté par M. Migaud, **n° 6487** présenté par M. Bonrepaux, **n° 6488** présenté par M. Aubron, **n° 6489** présenté par M. Balligand, **n° 6490** présenté par M. Bascou, **n° 6491** présenté par M. Besson, **n° 6492** présenté par M. Bono, **n° 6493** présenté par M. Cohen, **n° 6494** présenté par Mme Darciaux, **n° 6495** présenté par M. Dehoux, **n° 6496** présenté par M. Dosé, **n° 6497** présenté par M. Dumas, **n° 6498** présenté par M. Dumont, **n° 6499** présenté par M. Emmanuelli, **n° 6500** présenté par Mme Gaillard, **n° 6502** présenté par Mme Génisson, **n° 6503** présenté par M. Gorce, **n° 6504** présenté par M. Gouriou, **n° 6505** présenté par M. Jung, **n° 6506** présenté par M. Lambert, **n° 6507** présenté par M. Launay, **n° 6508** présenté par Mme Lebranchu, **n° 6509** présenté par M. Nayrou, **n° 6510** présenté par Mme Saugues, **n° 6511** présenté par M. Tourtelier et **n° 6512** présenté par M. Vergnier.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

« La gestion d'un réseau de distribution de gaz naturel doit être assurée par des entreprises ou des organismes à capitaux totalement publics. »

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 94516** présenté par M. Daniel Paul, **n° 94517** présenté par M. Asensi, **n° 94518** présenté par M. Biessy, **n° 94519** présenté par M. Bocquet, **n° 94520** présenté par M. Braouezec, **n° 94521** présenté par M. Brard, **n° 94522** présenté par M. Brunhes, **n° 94523** présenté par Mme Buffet, **n° 94524** présenté par M. Chassaigne, **n° 94525** présenté par M. Desallangre, **n° 94526** présenté par M. Dutoit, **n° 94527** présenté par Mme Fraysse, **n° 94528** présenté par M. Gérin, **n° 94529** présenté par M. Goldberg, **n° 94530** présenté par M. Gremetz, **n° 94531** présenté par M. Hage, **n° 94532** présenté par Mme Jacquaint, **n° 94533** présenté par Mme Jambu, **n° 94534** présenté par M. Lefort, **n° 94535** présenté par M. Liberti, **n° 94536** présenté par M. Sandrier et **n° 94537** présenté par M. Vaxès.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

« I. – Chaque fournisseur, chaque opérateur, chaque distributeur du secteur électrique, participe au financement des efforts de recherche dans le domaine de l'électricité (production, transformation, transport, distribution, stockage, utilisation, technologies associées). Pour chacun, l'effort financier pour l'année N doit être *a minima* égal à 3 % de la valeur ajoutée de l'année N-1 réalisée dans leur activité électrique, dont 0,5 % est consacré à la recherche fondamentale.

« II. – Les fonds correspondants peuvent être utilisés à des activités de recherche sur l'électricité au sein même de l'entreprise et/ou d'une de ses filiales et/ou dans un

organisme de recherche créé ou géré en coopération avec d'autres entreprises électriques et/ou dans un organisme de recherche publique.

« III. – Le ministre chargé de l'énergie veille au respect de ces dispositions. En cas de non-respect, les Ministres chargés de l'énergie et de la Recherche prennent les mesures nécessaires.

« IV. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article. »

**Amendement n° 137562** présenté par MM. de Courson et Dionis du Séjour.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

« Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2007, le Gouvernement dépose devant le Parlement un rapport sur la possibilité de remettre sous le régime de concession les réseaux de transport de gaz naturel. »

### Article 7

- ① L'article 5 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 relative à la nationalisation de l'électricité et du gaz est modifié ainsi qu'il suit :
- ② I. – Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 5, après les mots : « Gaz de France » sont insérés les mots : « , ainsi que leurs filiales ».
- ③ II. – Dans la deuxième phrase du premier alinéa, après les mots : « service commun » sont insérés les mots : « non doté de la personnalité morale, entre les sociétés issues de la séparation juridique imposée à Électricité de France et Gaz de France par l'article 13 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004, ».